

International

ÉTATS-UNIS-IRAN : LA DIPLOMATIE OU LA GUERRE ? L'IRAN POST-7-OCTOBRE, ENTRE MUTATION ET CONTINUITÉ STRATÉGIQUE

Ross Harrison, Yasmina Asrarguis, David Khalfa

27/02/2026

Quels sont les ressorts structurels de la politique étrangère iranienne, ses constantes, ses mécanismes de décision et les logiques de pouvoir qui la sous-tendent ? Comment analyser le processus de négociation en cours entre les États-Unis et l'Iran, les scénarios d'affrontements militaires en cas d'échec diplomatique, et enfin, les implications régionales et internationales de cette crise ? Un échange avec Ross Harrison, *senior fellow* du Middle East Institute à Washington DC, membre de la faculté de l'université de Pittsburgh et auteur de *Decoding Iran's Foreign Policy: Strategic Interests, Power and Influence* (Bloomsbury Publishing/I.B. Tauris, 2025), a permis d'éclairer les enjeux.

En partenariat avec l'Atlantic Middle East Forum (AMEF), cet échange s'est tenu dans le cadre des Rencontres géopolitiques de l'Observatoire Afrique du Nord et Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. Il était modéré par Yasmina Asrarguis, chercheuse associée à l'université de Princeton et experte associée à la Fondation, et David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, tous deux cofondateurs, en 2025, de l'AMEF. Ce briefing réservé à la presse, aux chercheurs et aux diplomates fait l'objet du compte-rendu ci-dessous.

Découvrez l'intégralité de l'échange en audio (en anglais) :

Résumé exécutif

Depuis 1979, l'Iran a construit sa stratégie régionale sur un principe simple mais efficace : exploiter les vulnérabilités de ses voisins pour transformer crises et divisions en leviers d'influence. Plutôt

que d'imposer un ordre régional stable, Téhéran a misé sur un modèle d'influence indirecte, s'appuyant sur des acteurs hybrides (partis politiques et/ou réseaux miliciens) pour compenser son infériorité militaire conventionnelle et projeter sa puissance à moindre coût. Ces proxys (Hezbollah, milices chiïtes pro-Iran en Irak, Hamas, Houthis) ne sont pas de simples relais ; ils constituent un réseau de dissuasion avancée destiné à protéger le territoire iranien et à éviter toute confrontation directe avec Washington ou Jérusalem.

Le tournant du 7 octobre 2023 révèle cependant les limites de cette approche. Les affrontements directs avec Israël et les États-Unis en 2024-2025, combinés à l'affaiblissement relatif de ses relais miliciens régionaux et à l'adaptation tactique de ses adversaires, réduisent fortement l'efficacité du modèle iranien de guerre indirecte. L'Iran entre dans une phase de transition : son architecture asymétrique, sans disparaître, voit sa capacité de projection et de protection se fragiliser. Dans ce contexte, sa priorité stratégique absolue reste la survie du régime. Il s'agit donc pour Téhéran de maintenir une dissuasion crédible, d'éviter une guerre ouverte et de préserver une marge de manœuvre face aux sanctions et aux pressions internationales.

Sur le plan interne, le régime conserve une résilience notable. Son architecture institutionnelle complexe, redondante et cloisonnée lui permet d'absorber les chocs. Les fissures qui apparaissent au sein de l'appareil d'État concernent surtout les choix tactiques de gestion de la crise de légitimité que traverse le régime, et non une remise en cause du système lui-même, et aucune défection massive du dispositif répressif. Les sanctions, bien que économiquement pénalisantes, ont paradoxalement renforcé certaines structures de pouvoir, notamment le Corps des Gardiens de la Révolution, tout en limitant leur efficacité comme levier de changement. Dans le même temps, les fragilités structurelles (crise économique, contestation sociale, crise hydrique) affaiblissent la légitimité du régime, sans mettre en danger sa survie immédiate.

Du côté américain, la gestion du dossier iranien s'est désinstitutionnalisée par rapport à l'expérience du JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*, Accord de Vienne sur le nucléaire iranien). La décision est désormais concentrée à la Maison-Blanche, sensible aux pressions régionales et aux agendas des alliés.

Le déploiement militaire américain dans le Golfe constitue un levier de coercition destiné à peser sur le calcul stratégique iranien, une forme de négociation sous pression, mais qui accroît dans le même temps le risque d'escalade. L'idée d'un changement de régime apparaît irréaliste, tandis que l'Europe est désormais considérée par Téhéran comme un acteur secondaire, sans poids réel pour influencer sur Washington.

En définitive, l'Iran se trouve à l'heure d'un basculement stratégique. Son modèle d'influence indirecte montre des signes d'essoufflement, mais le régime conserve une forte capacité d'adaptation. La stratégie iranienne consiste désormais à gagner du temps, à préserver une capacité de riposte crédible et à assurer la survie du régime, dans un contexte caractérisé par un risque croissant de confrontation ouverte avec les États-Unis ou Israël.

L'Iran à l'heure du basculement stratégique

L'instrumentalisation du désordre régional comme vecteur d'influence

Selon Ross Harrison, le cycle stratégique iranien qui court de 1979 à l'après-7 octobre 2023 est structuré non par la création d'un ordre régional, mais par l'exploitation méthodique des défaillances étatiques environnantes. La politique étrangère iranienne relève d'une stratégie d'« opportunisme structurel », fondée sur l'exploitation des défaillances étatiques et des erreurs de calcul de puissances rivales. Dans ce contexte, Téhéran ne crée pas nécessairement le désordre régional ; il l'instrumentalise, le structure et l'oriente à son avantage.

En effet, depuis 1979, Téhéran capitalise sur l'effondrement ou la fragilisation de plusieurs États du Proche et Moyen-Orient pour y installer des relais politico-militaires et y projeter son influence. La guerre Iran-Irak joue ici un rôle fondateur : dans son sillage, l'Iran contribue à la genèse du Hezbollah, prototype d'un acteur hybride combinant milice, parti et quasi-structure étatique, dont le savoir-faire opérationnel est ensuite transposé en Syrie, en Irak et au Yémen. Cette approche permet à l'Iran de compenser son infériorité conventionnelle face à des acteurs militairement supérieurs tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Israël et les États-Unis, en privilégiant des leviers asymétriques et indirects.

Ce mode opératoire correspond également à ce que Harrison décrit comme relevant d'une stratégie de « dissimulation à ciel ouvert » (*plain sight strategy*) : l'empreinte iranienne est perceptible, mais enchâssée dans des dynamiques et des structures locales. L'Iran peut ainsi projeter de la puissance à partir de « hubs » partenaires tout en évitant les coûts politiques, militaires et financiers d'une présence directe. *In fine*, cette posture sert un objectif constant : la préservation du noyau dur du régime et la sécurisation de sa profondeur stratégique.

L'essoufflement du modèle de confrontation indirecte

Pendant plusieurs décennies, la doctrine régionale iranienne s'est structurée autour d'une confrontation indirecte avec Washington et Jérusalem, privilégiant l'action par procuration, les

opérations dans les zones grises et l'insertion dans des contextes d'États fragiles ou faillis. Ce mode opératoire a longtemps constitué, selon Ross Harrison, le principal avantage comparatif de Téhéran, permettant de peser sur les équilibres régionaux tout en limitant les risques d'escalade directe.

Le 7 octobre 2023 ouvre toutefois une séquence de rupture. L'attaque terroriste du Hamas, la guerre à Gaza et son extension au Liban, puis les frappes directes entre l'Iran, Israël et les États-Unis contribuent à réduire l'espace de la confrontation par procuration. Téhéran se voit contraint, au moins ponctuellement, d'assumer une exposition plus directe. Conçu comme un parapluie dissuasif et un dispositif de défense en profondeur, le réseau milicien montre dès lors des signes d'érosion. Le Hezbollah sort affaibli sur les plans politique et militaire, le Hamas s'inscrit dans une dynamique d'attrition, tandis que la surexposition des milices irakiennes et yéménites tend à en diminuer la valeur dissuasive et la crédibilité stratégique. Ces acteurs devaient former un « rideau de sécurité avancé » protégeant le territoire iranien d'un affrontement direct ; leur capacité à remplir pleinement cette fonction apparaît aujourd'hui plus incertaine.

Ross Harrison en déduit que l'Iran approche probablement de la fin d'un cycle stratégique. Son architecture asymétrique, sans être démantelée, est de plus en plus contournée par l'adaptation militaire, technologique et doctrinale de ses adversaires. À cela s'ajoute une contrainte interne : la récurrence des mouvements de contestation et le coût politique de leur répression pèsent sur la légitimité du régime et sur sa marge de manœuvre.

Survivre et dissuader : le double impératif du régime

Interrogé sur les objectifs réels de l'Iran, Ross Harrison les résume en creux : Téhéran cherche à préserver l'ensemble de ses intérêts fondamentaux, mais dans un contexte où le temps joue contre sa légitimité interne. Les priorités iraniennes restent la levée des sanctions, la stabilisation du régime et la recherche d'une « fenêtre de respiration » stratégique (*strategic breathing room*). Or, le moment où un allègement des sanctions pourrait être converti en dividendes politiques internes (la séquence ouverte par le JCPOA) semble révolu.

Dans cette perspective, l'instrument des sanctions a en partie perdu sa dimension de levier stratégique réversible. Leur levée pourrait produire un soulagement économique ponctuel, mais elle ne suffirait plus à restaurer un contrat social profondément fragilisé par des années de crise économique, d'isolement international et de répression interne.

Au sein du système iranien, les débats stratégiques reflètent cette contrainte. Certaines factions

sécuritaires, notamment parmi les Gardiens de la Révolution, intègrent l'hypothèse de frappes ciblées et s'inscrivent dans une logique de « pari risqué » : démontrer la capacité de résilience et de riposte afin de rétablir une dissuasion crédible. D'autres courants privilégient un dialogue calibré avec Washington, en capitalisant sur la détente avec Riyad pour réduire la pression régionale. À l'autre extrémité du spectre, une ligne plus radicale envisage, à terme, un sprint vers l'arme nucléaire comme garantie ultime de sécurité du régime.

Dans ce contexte, les discussions en cours ne sont pas perçues à Téhéran comme de véritables négociations, mais comme une succession d'ultimatums américains. La réponse iranienne consiste dès lors en une stratégie de temporisation : gérer le temps long, préserver ses options et poursuivre le développement de capacités clés, notamment balistiques. L'enjeu prioritaire n'est pas seulement la relation avec Washington, mais aussi la gestion du rapport de forces avec les partenaires arabes des États-Unis.

On assiste ainsi moins à une négociation structurée qu'à ce que Ross Harrison qualifie de « diplomatie d'ultimatum ». Selon lui, côté américain, la séquence actuelle se caractérise par une compréhension incomplète des calculs iraniens, une maîtrise inégale du dossier nucléaire au niveau politique et une approche davantage fondée sur l'énoncé de conditions que sur un compromis gradué. Côté iranien, les pourparlers sont souvent interprétés comme des préludes possibles à une option militaire. Y participer permet de gérer les perceptions, de gagner du temps et de consolider les capacités de dissuasion, tout en misant sur le rôle modérateur potentiel des alliés arabes de Washington, perçus à Téhéran comme les acteurs les plus susceptibles d'influencer une éventuelle décision de guerre américaine ou israélienne.

Les inflexions du positionnement régional iranien décrites ci-dessus ne s'expliquent pas uniquement par l'évolution de l'environnement stratégique. Elles renvoient également à des déterminants internes qui encadrent la définition des intérêts nationaux et la tolérance au risque du régime. L'examen des dynamiques internes permet dès lors de mieux apprécier les seuils d'adaptation du régime.

Au cœur de la stratégie iranienne : les ressorts du pouvoir

Le primat de la sécurité du régime dans la hiérarchie des priorités stratégiques

Revenant sur la formule de Henry Kissinger selon laquelle « l'Iran devrait choisir entre être un pays

ou une cause », Ross Harrison estime que l'alternative est conceptuellement trompeuse. L'Iran n'a jamais été exclusivement l'un ou l'autre : comme d'autres puissances, y compris les États-Unis, il combine projection de valeurs, référents idéologiques et calculs de puissance.

■ Aujourd'hui, la hiérarchie des priorités iraniennes est clairement centrée sur la survie du régime. Les composantes théocratiques et idéologiques, y compris l'hostilité persistante à Israël, qui reste un marqueur identitaire majeur, sont subordonnées à cette logique sécuritaire. Dans ce contexte, l'idéologie ne constitue pas un moteur décisionnel autonome, mais un registre de légitimation interne. La hiérarchie se structure ainsi : sécurité du régime en priorité absolue, sécurité de l'État iranien ensuite, intérêts de la population en dernier ressort. Cette grille de lecture invite à éviter deux écueils symétriques : une interprétation strictement idéologique du comportement iranien ou, à l'inverse, une lecture qui en ferait un acteur rationnel « comme les autres », détaché de ses ressorts idéologiques propres.

La résilience institutionnelle et la stabilité du système

À ceux qui espèrent, ou redoutent, un effondrement interne rapide du régime iranien, Ross Harrison apporte une nuance essentielle.

Les divisions existent, y compris au sein des Gardiens de la Révolution, mais elles portent d'abord sur des choix tactiques : niveau de risque acceptable, seuil d'ouverture diplomatique, gestion de la confrontation avec Israël et les États-Unis. Ces divergences alimentent des débats contenus plutôt que des ruptures de loyauté ou des défections parmi les décideurs. Dans le même temps, l'ère post-Khamenei est déjà amorcée, marquée par des luttes de position entre les figures majeures du système et par une visibilité accrue des rivalités intra-régime. Pour autant, les indicateurs classiques d'une rupture imminente restent absents : pas de scission ouverte de l'appareil sécuritaire, pas de fragmentation de la chaîne de commandement.

Ross Harrison mobilise ici la métaphore de la « pieuvre » pour décrire l'architecture du régime : ministères doublés d'organes parallèles, coexistence d'institutions élues et non élues, redondance des centres de pouvoir. Cette configuration, pensée pour la survie du système, lui confère une capacité d'absorption élevée face aux chocs, y compris la perte simultanée de nombreux cadres sécuritaires sans qu'elle se traduise par une implosion immédiate.

Cette architecture résiliente ne façonne pas seulement la capacité du régime à encaisser des chocs sécuritaires ; elle nourrit aussi une doctrine de prudence stratégique. Un invariant se dégage des échanges rapportés par Ross Harrison : pour une large part de l'*establishment* iranien, la

flexibilité diplomatique est perçue comme stratégiquement coûteuse dès lors qu'elle risque d'être lue à Washington comme une vulnérabilité. Cette perception, ancrée dans des précédents comme l'épisode afghan post-11-Septembre, structure une diplomatie de précaution et alimente une préférence pour les canaux indirects (Mascate plutôt que Istanbul, refus de rencontres directes), une calibration prudente des concessions et le maintien de leviers de négociation, même en position défavorable, afin d'éviter toute dynamique perçue comme relevant d'une négociation sous contrainte.

Les débats internes, que Ross Harrison reconstitue à partir d'entretiens, portent sur le calibrage de la réponse à la menace. Un premier courant estime que des frappes limitées pourraient être absorbées puis instrumentalisées pour restaurer la dissuasion, au risque d'une erreur d'appréciation de la réaction adverse. Un second privilégie une ouverture diplomatique maîtrisée, en capitalisant sur les dynamiques de rapprochement régional, notamment avec Riyad afin de contenir l'escalade. Un troisième, plus prospectif, considère qu'à terme seule une capacité nucléaire avérée garantit une dissuasion durable. Ces discussions reflètent moins une division qu'une coexistence d'écoles de pensée stratégique au sein du régime. Pour les observateurs extérieurs, l'enjeu est d'éviter les lectures simplificatrices : l'Iran n'est ni un bloc monolithique ni un acteur irrationnel, mais un système traversé de lignes de fracture qui, à ce stade, conserve sa cohérence décisionnelle.

Les sanctions : moteur paradoxal de résilience du système

Sur l'efficacité des sanctions, le message de Ross Harrison est presque un réquisitoire : on ne peut pas « tuer » deux fois un pays par le même instrument. L'Iran est sous sanctions depuis 1979. La « pression maximale » n'a fait que renforcer un régime de sanctions déjà solide, sans offrir de voie diplomatique crédible. Sous la présidence de Barack Obama, les sanctions visaient à changer le comportement iranien, avec un horizon de sortie clair, le JCPOA. Aujourd'hui, elles sont devenues un but en soi. Elles n'altèrent plus la stratégie de Téhéran, mais aggravent la situation économique et sociale d'une population déjà éprouvée. Dans certains secteurs, notamment sous contrôle des Gardiens de la Révolution, le contournement des sanctions s'est transformé en source de rente et de pouvoir. Cela invite à réévaluer le réflexe qui consiste à brandir de nouvelles sanctions comme réponse quasi automatique à chaque crise : un instrument politiquement lisible à court terme, mais dont l'efficacité apparaît de plus en plus limitée.

Cette adaptation crée toutefois un paradoxe : si les sanctions perdent en capacité de pression stratégique, elles continuent de structurer durablement l'environnement économique et financier de l'Iran. Autrement dit, leur efficacité décroît sans que leur empreinte disparaisse. Ce verrouillage

contribue à limiter les marges d'action de toute tentative de normalisation économique.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la diplomatie économique. Ross Harrison souligne le décalage persistant entre le potentiel objectif de l'Iran (taille du marché, niveau de capital humain, position énergétique) et la réalité politique du moment. Dans la séquence actuelle, les logiques de sécurité dominant nettement les logiques d'intégration économique. Des signaux d'ouverture aux investissements occidentaux ont certes été émis par des responsables iraniens, mais leur concrétisation supposerait un environnement aujourd'hui absent : allègement crédible des sanctions, visibilité juridique pour les investisseurs et horizon minimal de stabilité. Ni Washington ni Téhéran ne semblent en mesure de garantir ces paramètres à court terme. Dans cette perspective, la diplomatie économique apparaît davantage comme une option à moyen terme que comme un levier immédiat de désescalade. Elle peut accompagner une stabilisation, mais difficilement s'y substituer lorsque la relation reste structurée par la dissuasion et la gestion de crise.

Ross Harrison note par ailleurs l'ambivalence des acteurs régionaux : il décrit des voisins qui redoutent à la fois un Iran agressif et un Iran pleinement réhabilité économiquement. Pour nombre d'États du Golfe comme pour Israël, la préférence implicite va à un Iran contenu, affaibli mais non effondré, dont les capacités de nuisance sont limitées sans pour autant créer un vide stratégique incontrôlable.

La crise de légitimité et les fragilités structurelles du régime iranien

Un point souvent absent des couvertures médiatiques est l'impact du changement climatique sur la légitimité du régime. La crise hydrique en particulier est identifiée par Ross Harrison comme un facteur majeur d'érosion de la légitimité du régime.

Les pénuries d'eau, les sécheresses, la mauvaise gestion des ressources mettent en lumière l'incapacité des autorités à répondre aux besoins fondamentaux de la population, alors même que d'autres États de la région (certains États du Golfe) investissent dans des technologies de dessalement avancées et des stratégies de diversification.

L'« économie de résistance » (*resistance economy*) iranienne, fondée sur l'autosuffisance, l'agriculture intensive et la construction, est en tension directe avec les impératifs de soutenabilité environnementale, ce qui accentue la vulnérabilité socio-économique de larges segments de la société.

Même si la Chine est aujourd'hui le principal partenaire économique de l'Iran et l'acheteur dominant de ses hydrocarbures, Ross Harrison ne voit pas d'indice clair d'un axe stratégique sino-iranien centré sur la gestion du climat ou la modernisation environnementale. Du côté iranien, la priorité n'est pas la transformation structurelle, mais la gestion d'une « économie de siège » dans un contexte de menaces multiples, extérieures et intérieures.

Ross Harrison considère que le régime est entré dans une logique de survie à court terme : la répression des protestations (avec un coût humain très élevé), la focalisation sur la sécurité du régime et la difficulté à hiérarchiser les défis structurants (climat, économie, gouvernance) traduisent l'incapacité du système à se projeter dans des réformes à long horizon.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Trump II face au dossier nucléaire iranien

Vers une désinstitutionnalisation de la décision américaine ?

S'agissant de l'évolution du processus décisionnel américain sur le dossier nucléaire iranien, Ross Harrison distingue deux configurations contrastées : celle de la négociation de 2013-2015 et celle de la période actuelle.

Dans la première, l'appareil américain s'appuie sur une architecture diplomatique et technico-stratégique particulièrement solide : une équipe de négociation expérimentée dotée d'une maîtrise fine des paramètres nucléaires (Kerry, Sherman, Moniz), un *back office* institutionnel structuré réunissant des experts nucléaires, des diplomates et des analystes, ainsi qu'une coordination étroite entre Washington, Paris, Genève et d'autres capitales.

Dans la seconde, l'expertise existe toujours, mais elle n'occupe pas une position déterminante dans la prise de décision. Le pilotage du dossier tend à se concentrer autour du président Trump et d'un cercle restreint de conseillers, au sein des principales composantes de l'appareil d'État (Défense, communauté du renseignement, Département d'État, réseau diplomatique). La conduite des

discussions est largement structurée depuis la Maison-Blanche, avec l'implication de personnalités comme Steve Witkoff et Jared Kushner, sans toutefois reposer sur l'architecture institutionnelle et technico-bureaucratique qui avait encadré une négociation de haute complexité comme le JCPOA. Cette évolution renvoie à une dynamique de personnalisation et de désinstitutionnalisation relative de la décision stratégique.

À l'inverse, l'appareil diplomatique iranien bénéficie d'une continuité d'expertise : Abbas Araghchi, figure centrale du JCPOA, joue de nouveau un rôle de premier plan, ce qui confère à Téhéran un avantage tant dans la maîtrise du dossier nucléaire que dans l'exploitation des précédents diplomatiques.

Ross Harrison anticipe qu'en cas d'accord, Donald Trump le présentera, quel qu'en soit le contenu substantiel, comme un « JCPOA +++ », capitalisant sur le faible niveau d'information du débat public américain sur les dossiers internationaux. Pour que ce narratif soit cependant crédible devant le Congrès, il lui faudrait obtenir, au minimum, un arrêt complet (même temporaire) de l'enrichissement iranien pendant plusieurs années. Une simple réduction du taux d'enrichissement de 60% à 2,5-3%, soit le niveau du JCPOA initial, reviendrait à reconstituer l'accord originel, mais pourrait être vendu politiquement comme une victoire. Ross Harrison souligne ici la dynamique du « pompier-pyromane » déjà à l'œuvre dans la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et la probable instrumentalisation de tout accord comme succès de politique étrangère, qui sera mis au crédit du président Trump.

En outre, les élections de mi-mandat imposent un calendrier serré, mais l'horizon politique reste limité au court terme et à l'actualité changeante, ce qui réduit la capacité des responsables à donner un rythme stable et structuré aux négociations.

L'externalisation de l'expertise aux alliés régionaux de Washington

Dans un contexte où l'expertise américaine sur l'Iran est sous-utilisée au cœur du processus décisionnel, l'administration devient particulièrement perméable aux apports de renseignement de ses alliés régionaux. Les visites de hauts responsables israéliens (du Mossad ou du renseignement militaire) à Washington s'inscrivent dans cette logique d'influence, Israël cherchant à orienter la perception de la menace iranienne et à pousser vers une stratégie maximaliste, voire coercitive.

Parallèlement, les États du Golfe et la Turquie disposent de capacités de renseignement substantielles et promeuvent une approche plus prudente, axée sur la gestion des risques d'escalade dans un environnement où ils seraient les premiers exposés en cas de conflit ouvert.

Ross Harrison décrit ainsi une véritable « compétition des renseignements alliés », dans laquelle la Maison-Blanche arbitre entre des flux d'information et de recommandations souvent divergents.

Cela conduit à poser une question inconfortable : que révèle une superpuissance dont l'appréhension d'un dossier critique dépend, ne serait-ce qu'en partie, du filtrage opéré par des alliés porteurs de leurs propres agendas ? On ne parle plus seulement de biais informationnel, mais bien d'une forme de dépendance stratégique.

La présence militaire américaine : outil de dissuasion ou facteur de risque d'escalade ?

L'envoi d'un groupe aéronaval supplémentaire au Moyen-Orient – le porte-avion *USS Gerald Ford* – dans un contexte où les États-Unis disposent déjà d'une empreinte militaire substantielle dans la région constitue, selon Ross Harrison, un signal stratégique à double lecture.

D'un point de vue doctrinal, une diplomatie dépourvue de crédibilité militaire est difficilement efficace. Inversement, le déploiement d'un dispositif de frappe opérationnel sans plan diplomatique ni objectif politique clairement défini crée un risque élevé d'escalade.

D'un point de vue opérationnel, un tel niveau de déploiement est difficilement soutenable dans la durée pour une simple démonstration de force. Si les responsables militaires sont généralement attentifs à cette contrainte, l'expérience des précédentes séquences décisionnelles de l'administration Trump nourrit l'hypothèse d'un usage plus flexible, voire opportuniste, de ces moyens. Dans ce contexte, la prolongation du déploiement accroît mécaniquement le risque d'escalade non intentionnelle, mais aussi la possibilité que ces instruments de puissance soient mobilisés à des fins de signal politique interne autant qu'externe.

La question du changement de régime iranien dans la stratégie américaine

À la question récurrente d'un éventuel objectif américain de changement de régime, Ross Harrison apporte une réponse nuancée : l'idée circule dans certains cercles à Washington, mais elle relève largement de l'illusion stratégique. L'Iran n'est ni l'Irak de 2003, ni la Libye de 2011 ; son architecture de pouvoir est précisément conçue pour survivre à la disparition de figures importantes. Même un coup porté au sommet, contre le Guide suprême ou d'autres personnalités de premier plan, ne produirait pas mécaniquement un effondrement du système ni un « jour d'après » lisible.

Toute stratégie de renversement exposerait en outre les États-Unis à une forme de « règle du

magasin de poterie », pouvant transformer Washington en stabilisateur forcé d'un système qu'ils auraient fragilisé. Un scénario en tension avec l'aversion durable de Donald Trump pour les engagements prolongés et les « guerres sans fin », et avec la difficulté de transformer une déstabilisation initiale en victoire politiquement exportable sur la scène intérieure américaine.

L'Europe, arbitre impuissant du bras de fer irano-américain

Pour l'E3 (France, Allemagne, Grande-Bretagne) et l'Union européenne, le constat de Ross Harrison est peu flatteur : du point de vue iranien, les Européens ont démontré, depuis 2018, qu'ils n'ont ni la capacité ni la volonté de s'affranchir de la contrainte américaine, en particulier sur les sanctions secondaires. Le recours en 2025 au mécanisme de retour automatique des sanctions (*snapback*) est interprété comme la confirmation d'un alignement sur Washington.

Dans les faits, les Européens conservent une présence dans l'écosystème diplomatique iranien (notamment par des rencontres à Doha, des échanges techniques et une expertise sur les paramètres nucléaires), mais ils ne sont plus perçus à Téhéran comme des architectes crédibles d'un compromis stratégique. Dans le calcul iranien, lorsqu'il s'agit d'influer sur la posture de la Maison-Blanche, les canaux jugés les plus efficaces passent désormais par les États du Golfe et la Turquie. Pour les acteurs européens, le débat ne porte plus uniquement sur le rôle à revendiquer, mais sur l'influence effective qu'ils sont encore en mesure d'exercer sur ce théâtre.